



Dans une sélection libre à laquelle on pourrait ajouter l'annonce du décès du chef de l'Etat en juin 2004 et les émeutes de février 2008, le politologue et théoricien du « complot scientifique » revient sur 15 faits qui constituent, de son point de vue, des conspirations contre le chef de l'Etat.

Où étiez-vous et que faisiez-vous le 06 avril 1984 ?

J'étais en France. Jeune étudiant à l'époque. Je vaquais à mes occupations lorsque Michel Towa, un très grand ami, m'a passé un coup de fil pour me dire qu'il paraît que Paul Biya a été renversé. C'était la stupéfaction totale. Puisque vous êtes à l'étranger et ma première réaction a été d'essayer d'avoir au téléphone mes parents restés au pays. Mais, on n'arrivait malheureusement pas à les joindre. Après, nous avons décidé de nous rendre à l'ambassade du Cameroun. On a trouvé d'autres compatriotes sur place. Et c'était la grande tristesse pour certains. Mais, on a aussi vu d'autres Camerounais qui étaient heureux de voir que le président Paul Biya, qui était au pouvoir depuis à peine un an et six mois, allait tomber.

On évoque beaucoup ce putsch manqué d'avril 1984. Mais, Paul Biya avait déjà échappé à une première tentative d'assassinat une année avant. De quoi s'agit-il exactement ?

J'ai écrit en 2004, un article intitulé « Le coup d'Etat scientifique ». Je montrais que le

président Paul Biya, dès son accession à la magistrature suprême, connaissait déjà une adversité très forte. Puisque l'ex-président Ahidjo, dans un contexte de parti unique, avait déjà structuré tous les corps d'élite en sa faveur : l'armée, la haute administration et le parti qui était à la fois un instrument de mobilisation politique et administrative. Contrairement à ce qu'on voit aujourd'hui où on a tendance à séparer le parti de l'Etat. Et donc, pour moi, la première tentative de fragilisation du chef de l'Etat, c'est lorsque le 06 novembre 1982, lors de la passation de service entre Ahidjo et Biya, le nouveau président arrive à la tête de l'Etat, mais il ne contrôle pas le parti. Or, l'Union nationale du Cameroun (Unc) était un parti de masse qui mobilisait à la fois les cadres administratifs, politiques, sécuritaires, les syndicats, etc. Alors, lorsque vous êtes à la tête de l'Etat dans ces conditions, mais sans contrôler le parti, c'est comme un vélo sans guidon. Du coup, on s'attendait à voir un président figuratif camer.be. Il y a donc eu par la suite cette tentative d'assassinat ignorée du grand public. J'en parle dans mon ouvrage : « Paul Biya, l'Etat et le Rdpc ». Un homme du nom de Salatou était l'aide de camp du président Ahidjo. Et à la même époque, monsieur Etienne Holong, un maréchal-de-logis chef, était le porte-fanion de l'aide de camp au palais. Après la démission d'Ahmadou Ahidjo qui s'est retiré avec sa garde rapprochée, quelques personnes introduites aux services de sécurité comme Holong - qui est actuellement colonel - sont restées au palais. C'est donc Salatou qui donne rendez-vous à Holong au « Cintra », un café situé au bout de l'actuel Avenue Kennedy, à l'effet de lui demander de tirer sur le président. Pris de peur, Holong va s'empresser d'aller prévenir sa nouvelle hiérarchie au palais. Ce qui entraîne ce qu'on a appelé « Le procès Salatou ». Au départ, on a estimé que cette tentative n'était qu'une rumeur. Jusqu'au jour où les tribunaux, témoignages à l'appui, ont établi de façon claire qu'il y a eu des rendez-vous entre les deux protagonistes évoqués plus haut. Après cette tentative d'assassinat initiée par Salatou, Paul Biya va réagir. Des pontes du régime étaient accusés de complicité. Le président a opéré un remaniement violent sans l'accord d'Ahmadou Ahidjo le 18 juin 1983. Un acte qui consacrait la rupture entre les deux personnalités. Il y a aussi eu une étape importante : c'est la visite au Cameroun le 20 juin 1983 du président Mitterrand, qui voulait tenter une conciliation entre Paul Biya et Ahmadou Ahidjo. Mais à partir d'août 1983, le président Biya s'organise pour reprendre la tête du parti en septembre de la même année. Puisque Ahmadou Ahidjo va démissionner. Ce qui fait de lui le nouveau président national de l'Unc.

Avec tout ceci, on a l'impression que les balises pour un évènement tel que celui du 06 avril 1984 avaient déjà été posées...

Oui, on peut le dire. Le 06 avril est la matérialisation de ce qu'on considérait encore à l'époque comme une rumeur. On a finalement compris que c'était quelque chose de construit et de préparé quand on a vu les chars et les armes. On note une déclaration forte d'Ahmadou Ahidjo sur Radio France internationale qui disait : « Si ce sont mes partisans, ils auront le dessus ». Bien avant, il avait affirmé que le régime de Paul Biya était un régime tribaliste. On a attendu et on a finalement vu la résistance qui a permis de mettre fin au coup d'Etat.

Après cet épisode, il était clair qu'il fallait revoir beaucoup de choses...

Exactement. Et le 24 mars 1985, le président convoque le fameux congrès de Bamenda. A cette époque, il recherchait la consolidation de l'Etat. Laquelle passait par un apaisement entre les Camerounais. Parce qu'on comptait beaucoup d'exilés politiques tels que Mongo Beti,

Abel Eyinga, Suzanne Kalla Lobe, etc. En fait, lorsque l'actuel chef de l'Etat arrive au pouvoir, le pays n'était pas tranquille. Il avait plusieurs fronts à gérer. Il fallait apporter une satisfaction en interne. Les Camerounais avaient besoin de démocratie. Et en même temps, il fallait soigner la fracture qui s'est faite entre les Camerounais du Nord et leurs compatriotes du Sud. Certains ont en effet fait croire que le 06 avril était une tentative de putsch du Nord contre le Sud. Ce qui est totalement faux. Souvenez-vous qu'après cet événement, à côté des officiers du Nord qui ont majoritairement été appréhendés, il y avait également quelques personnalités originaires du grand Sud qui étaient arrêtées camer.be. Je peux parler par exemple ici de Marcel Niat Njifenji, le premier président de l'histoire du Sénat du Cameroun. Le président, avec finesse, a très vite compris qu'il ne pouvait pas prendre les affaires en mains et mettre à ses côtés des personnes qui ne connaissaient pas le système. Alors, il a pris un conservateur progressiste, Senga Kouoh. Lequel a été secrétaire général adjoint de la présidence de la République lorsque Paul Biya était encore secrétaire général. Mais, Senga ne venait pas à côté du président Paul Biya simplement pour apaiser. Il venait aussi pour régler les comptes l'ex-président Ahidjo. Vous voyez que l'un des coups d'Etat les plus sophistiqués dont a été victime le président Paul Biya, c'est qu'il avait à ses côtés des gens qui croyaient au changement. Mais, il y avait aussi des personnes qui voulaient l'aider à éliminer l'ex-président Ahidjo, à l'effet de l'éliminer lui-même par la suite.

Au-delà des efforts d'apaisement fournis par Paul Biya, on sent quand-même une espèce de résistance au changement, notamment une réticence de certains vis-à-vis de la démocratie...

Tout à fait. Cela a été visible avec la grande marche contre la démocratie en 1988. Le président Paul Biya est arrivé avec des idées de rigueur et moralisation. Donc, il fallait d'abord torpiller ces deux piliers de sa politique. Mieux encore, il ajoute trois autres déterminants : l'ouverture démocratique, la justice sociale et le rayonnement diplomatique. Lorsqu'il demande aux camarades du parti de se préparer à la concurrence, des personnes telles que Emah Basile - tout-puissant président de la section Rdpc du Mfoundi - vont marcher. L'histoire raconte aussi que John Fru Ndi avait également contesté cette ouverture. Les archives peuvent en témoigner. Mais, le président a tenu bon. Et il y a eu des élections au sein du parti. Malheureusement, ceux qui avaient remporté les primaires dans certains départements, notamment dans le Mfoundi, n'ont pas été investis. On a assisté à un choc qui a opposé les démocrates et les caciques du Rdpc. Et pour affaiblir le président, certains vont opposer les allochtones aux autochtones. Et il me souvient que Jean Nkuete, l'actuel secrétaire général du comité central du Rdpc, était contesté. Parce que le tribalisme était ambiant. A cette époque-là, j'étais de passage au Cameroun. Et nous avons marché contre ce tribalisme.

On essaye de combattre certains problèmes au sein du parti. Mais d'un autre côté, le vent de l'est souffle et on assiste aux villes mortes de 1990...

Aucun Etat n'a été épargné par la crise de 1990. C'était un embrasement général. Là aussi, il fallait manoeuvrer avec les opposants, les patriotes, ceux qui voulaient que les choses aillent très vite, ceux qui souhaitaient que ça aille progressivement, etc. Ceux qui voulaient que tout aille vite ont pris le peuple en otage. Il y avait une sorte de sagacité qui apportait la preuve que certains voulaient en découdre avec le président Paul Biya. Il avait à peine huit ans de pouvoir. Donc, le motif qui consistait à dire qu'il avait déjà duré aux affaires n'était pas valable.

D'ailleurs, c'est les mêmes qui aujourd'hui, continuent de balancer cet argument. C'est le même courant mobilisé. Les mêmes comploteurs.

Mais, il y a eu cette élection présidentielle contestée de 1992...

C'était assez grave, avec des comploteurs de l'intérieur et de l'extérieur. Il y avait les pro-Ahidjo qui n'avaient pas dit leur dernier mot. Et puis, les grands courants ethniques, le débat sur l'ethnicité. Il y avait aussi des journaux comme « Challenges Hebdo » qui n'hésitaient pas à « taper » sur le chef de l'Etat. On notait par ailleurs toute une littérature qui tendait à montrer que le pouvoir pouvait aussi revenir à nos frères et compatriotes de l'Ouest. Et à côté, la contestation sociale prenait de l'ampleur. Tout était mis en place pour fragiliser le pouvoir. D'où ce qu'on a appelé « l'axe anglo-bamiléké ». Certains continuent même de nous dire que Paul Biya a perdu les élections de 1992. Ce qui est totalement faux.

Akere Muna par exemple pense le contraire...

Akere Muna n'a pas les éléments scientifiques pour le démontrer. Moi, si ! Cette élection était tribalisée. Si vous prenez les scores, vous vous rendez compte que Paul Biya perd à l'Ouest, au Nord-Ouest et au Littoral. Sauf que d'un autre côté, lorsqu'on a commencé à proclamer les résultats du Centre, Sud et Est. Il y avait déjà pratiquement égalité. Et dans le jeu tribal que j'ai évoqué plus haut, c'est le grand Nord qui a mené les arbitrages. Plus précisément à l'Extrême-Nord, parce que Paul Biya bat Bello Bouba Maïgari dans cette région. Or, au Cameroun aujourd'hui, lorsque vous avez la zone du grand Centre-Sud-Est, plus l'Extrême-Nord, vous gagnez les élections. Et en retour, lorsque vous avez l'Extrême-Nord, tout l'Ouest et le Nord-Ouest, personne ne pourra vous battre. Cela s'exprime stratégiquement. Le grand Nord compte 18 ministres dans le gouvernement. Le président est conscient que c'est un bastion électoral très fort.

A côté de ces « coups d'Etat scientifiques » que vous évoquez, vous parlez aussi d'une réunion secrète tenue à Yaoundé, toujours dans l'optique de renverser l'homme du 06 novembre 1982. De quoi s'agit-il exactement ?

Cette réunion s'est tenue chez un grand patriarche beti très proche du président et dont on dit qu'il faisait et défaisait les ministres. Il s'appelait Omgba Damase, surnommé « Le chevalier de Nsimeyong ». Il s'agit de la première vexation du complot beti pour renverser le président Paul Biya. Ils se sont réunis pour lui trouver un successeur. Et certains parmi ces comploteurs sont encore ministres aujourd'hui. C'est dire à quel point le chef de l'Etat est un homme de pardon. Une fois de plus, il a pu déjouer ce coup d'Etat tribal et villageois.

Pourquoi estimez-vous que la candidature de Titus Edzoa à l'élection présidentielle de 1997 est un élément de déstabilisation ?

Parce qu'il était très proche du chef de l'Etat. Le président pouvait s'attendre à tout, mais pas à ce que celui qui était son médecin et même celui de la famille puisse du jour au lendemain tenter de le renverser.

Par la suite, il a été arrêté...

Pas parce qu'il s'opposait au président. On comprenait juste qu'il avait apparemment accumulé quelques fonds publics qui l'ont incité à la trahison. Mais ça ne s'est pas arrêté là. Puisque durant la même période, il y a un autre Beti, Victor Ayissi Mvodo, qui surgit, en estimant que c'est son tour. Malheureusement pour les comploteurs de l'intérieur, ce dernier meurt précocement. Ensuite, il y a eu ce que nous avons appelé le G11. Un groupe de personnes convaincues qu'il fallait placer les leurs à tous les niveaux de l'Etat à l'effet de prendre le pouvoir en 2011, parce que Paul Biya n'aurait plus été candidat. Mais, il les a encore déjouées. Parce que lorsqu'il est réélu en 2004, il va modifier la Constitution quatre ans après. Entretemps, il y a eu l'affaire de l'avion présidentiel, dont on ne connaît encore ni les tenants, ni les aboutissants... Oui... et là, c'était un grand crime organisé. Une chose est sûre, de l'argent est sorti. Mais il n'y a ni avion, ni argent à ce jour. Et vous avez des personnes qui vous disent qu'il s'agit d'une épuration politique, alors qu'il faut établir les responsabilités, puisqu'il est évident qu'il y a eu détournement et tentative d'assassinat camer.be. J'ai eu à discuter avec le pilote de l'Albatros, qui expliquait que tout le monde était persuadé que c'en était fini des passagers. Le président y était pourtant avec sa femme et ses enfants. Après cette nouvelle tentative, le président, en bon visionnaire et stratège, va reprendre les choses en main et va réviser la Constitution afin de voir clair dans cette affaire. Après l'affaire Albatros, il a compris qu'il devait être là lui-même pour mieux gérer ces dossiers qui ont failli l'emporter. Pour vous, l'affaire Albatros justifie la révision constitutionnelle... Oui... Qui mieux que Paul Biya pouvait comprendre ce qui se passe aujourd'hui ? Personne ! Et toutes ces actions sont menées parce que nous sommes sous ajustement de 1986 à 2006. Ces ajustements structurels qui ont fait que plusieurs sociétés ferment leurs portes : le Crédit Lyonnais, le Crédit agricole, la Camship, l'Oncpb, etc. On a eu des surliquidités. Mais où sont-elles passées ? Le plus amusant, c'est que certaines personnes ne veulent pas que le président s'interroge.

Du coup, pour redresser la barre, il a fallu privatiser...

Avant la privatisation, certaines entreprises ont été liquidées. Où est passé l'argent des liquidations ? Les gens qui pillent ces biens sont encore là ! On a des éternels liquidateurs. Quelques-uns sont là depuis 20 ans. C'est un pays de mercenaires à col blanc qui ne veulent pas lâcher le président. Il y a donc eu ces privatisations sauvages et barbares. On a vu des Camerounais prendre encore eux-mêmes des parts dans les sociétés. Allez voir ce qui s'est passé au sein de la Camerounaise des eaux. Vous comprenez que nos compatriotes n'ont pas froid aux yeux.

Dans le même temps, au sein du Rdpc, il y a aussi cette guerre qui se poursuit entre les modernistes et les conservateurs...

Oui, le fameux « livre blanc ». L'administration du secrétariat général vend des places pour devenir député ou maire. Et malgré tout, ces gens qui torpillent le parti sont encore là parce qu'ils ont des réseaux très forts.

Peut-être que l'information ne parvient pas au président...

Elle parvient, mais elle est biaisée.

Un regard sur l'opération Epervier ?

On arrête certes ceux qu'on doit arrêter, mais on n'arrête pas tous ceux qui doivent être arrêtés. On bloque l'Agence nationale d'investigation financière, la Commission nationale anti-corruption, ainsi que tous les instruments interministériels de lutte contre la corruption. Et malheureusement, le parti dort au lieu d'être avant-gardiste. Paul Biya voulait un parti de masse, mais les mêmes putschistes ont transformé le Rdpc en parti élitiste.

En quoi Boko Haram peut aussi être considéré comme une autre manoeuvre dont le but serait également d'évincer Paul Biya du pouvoir ?

A Paris, le président lui-même a dit que nous allons faire la guerre « aux » Boko Haram. Et le président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yegue Djibril, a déclaré qu'il y a des Boko Haram parmi nous. Si cette organisation existe comme mouvement terroriste, il faut aussi reconnaître que le Boko Haram de chez nous a des liens avec des pontes du régime.

On était déjà occupé avec cette secte terroriste justement. Et là, survient le problème anglophone. Là aussi c'est un complot ?

Quelle concession le président n'a pas fait dans le cadre de cette crise ? C'est la quinzième preuve du coup d'Etat scientifique visible ! Et là aussi, comme avec Boko Haram, on se rend compte qu'il y a des armes lourdes sur le terrain, alors qu'on parlait d'un simple problème anglophone. Qu'est-ce que le président n'a pas apporté comme réponse ? Il a encore récemment initié un dialogue inclusif où on a retrouvé Maurice Kamto, Grégoire Owona, Agbor Balla, le cardinal Tumi, etc.

Est-ce que là aussi on peut dire que le président a reçu des informations biaisées sur la situation réelle sur le terrain ?

Certains voulaient le surprendre. Il y a une pénétrante qui se préparait afin de prendre Douala et Yaoundé, et organiser une bataille urbaine que personne n'aurait pu supporter. Je pense que le 06 avril que nous commémorons devrait être une journée de prise de conscience. Et pour ça, il faut des patriotes. J'entrevois un potentiel seizième coup d'Etat scientifique dans les mois à venir, avec peut-être des tentatives de déstabilisation qui seront entretenues par les forces étrangères. Comme des champignons, les candidatures poussent de partout. Mais par chance, ces candidatures préfabriquées par les Occidentaux se neutralisent entre-elles, en s'autoaccusant. Chacun prétend savoir que c'est Paul Biya qui a monté l'autre contre lui. Ce qui n'est pas vrai. Observez aussi les formes de candidatures. Il y a même des candidatures provocatrices. Où nous savons d'avance que la nationalité de certains n'est pas conforme, mais ces derniers préparent éventuellement la contestation politique. Donc, je pense que le 17e régiment du coup d'Etat scientifique ce sera en octobre 2018. Ils vont aux élections et quel que soit le résultat, ils vont le contester pour que l'embrasement anglophone contamine les zones francophones.

Vous énumérez ces 15 « complots » contre le président de la République, mais dans certains dossiers, est-ce que lui-même n'a pas une part de responsabilité ?

La responsabilité du président se trouve à deux niveaux. D'abord, c'est le chef de l'Etat. Donc, il est garant non seulement de l'intégrité territoriale, mais aussi de la bonne marche des

affaires de l'Etat. C'est pourquoi il se bat et il continuera de se battre. La deuxième responsabilité, je pense, c'est que le chef de l'Etat, à un moment donné, ne punit pas suffisamment. Regardez ce crépuscule de crapules, avec des bandits qui portent encore leur toque d'ancien membre du gouvernement et qui, pour certains, tentent de s'enfuir. Mais, je pense que la lutte contre les détourneurs deniers publics va se poursuivre. Et Paul Biya ne perdra aucune crédibilité.

Entretien réalisé par Cyrile Bochico, Radio Balafon, Douala (90.3 fm)
